

REPUBLIQUE FRANCAISE



DOSSIER : N° AP 033 441 26 00001

Déposé le : 18/05/2026

Complété le : 18/05/2026

Demandeur : CELTAT

Sur un terrain sis à : 323 BOIS-REDON à Saint-Martin-Lacaussade (33390)

Référence(s) cadastrale(s) : 441 B 1908, 441 B 1909, 441 B 1921, 441 B 1934, 441 B 1985, 441 B 1988, 441 B 1989

COMMUNE de Saint-Martin-Lacaussade

**DELIVRANCE D'UNE AUTORISATION PREALABLE d'un dispositif ou d'un matériel supportant une enseigne**

**PRONONCE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE de Saint-Martin-Lacaussade**

**Le Maire de la Commune de Saint-Martin-Lacaussade**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-4 et suivants ;

Vu le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 621-30, L. 621-32 et L. 632-2 ;

Vu l'arrêté du Président de la Communauté de Communes portant règlement communal sur la publicité, les enseignes et les préenseignes, en date du 17 décembre 2025 ;

Vu la demande présentée le 18/05/2026 par CELTAT représentée par Monsieur Edouard DESPREZ, dont le siège social est situé au 33 lieu-dit Bois Redon ;

Considérant que le projet se situe en zone ZP5 du Règlement Local de Publicité intercommunal ;

Considérant que le projet consiste à l'installation de deux enseignes dont une lumineuse sur la façade Sud-Ouest du magasin Distri Center en remplacement d'enseignes existantes ;

Considérant que le projet respecte le Code de l'environnement et le Règlement Local de Publicité précités ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

L'autorisation est accordée.


Les travaux seront exécutés conformément au dossier annexé au présent arrêté et devront respecter les prescriptions suivantes :

- Selon l'article R 581-58 du Code de l'Environnement, le bénéficiaire devra en cas de cessation d'activité déposer l'enseigne dans les trois mois suivant cette cessation et en avvertir les services techniques de l'Unité Territoriale par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trois mois précédent l'intervention.

**ARTICLE 2 :**

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable.

Saint-Martin-Lacaussade, le 21/05/2026  
Julien BÉDIS  
Le Maire



**NOTA BENE** : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations.

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.